

Extrait du Jésus-Christ en France

<http://jesuschristenfrance.fr/actions-et-initiatives-pour-le/article/le-saint-siege-exhorte-les-pays-de>

Le Saint-Siège exhorte les pays de l'OSCE à intervenir sérieusement en faveur de la protection des chrétiens et de leurs droits sur leur propre sol



Date de mise en ligne : vendredi 22 mai 2015

es pour le Bien commun -

Copyright © Jésus-Christ en France - Tous droits réservés

Le Saint-Siège exhorte les pays de l'OSCE à intervenir sérieusement en faveur de la protection des chrétiens et de leurs droits sur leur propre sol. Discrimination des chrétiens : en Europe aussi, l'heure est grave !

Il n'y a pas qu'en Afrique, au Moyen-Orient ou en Asie que les chrétiens sont victimes de crimes ou de gestes haineux, mais aussi en Occident où rien ne semble indiquer une inversion de tendance selon le Saint-Siège qui tire la sonnette d'alarme contre « la marginalisation » et « le refus de reconnaître les droits » du chrétien. L'intolérance et la discrimination contre les chrétiens en Europe constituaient le cœur des travaux de la conférence internationale organisée par l'OSCE (l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe) à Vienne, en Autriche, le 18 mai dernier.

Cinquante-sept pays étaient représentés à la conférence, ainsi que de nombreuses organisations non gouvernementales, et deux représentants du Saint-Siège, Mgr Janusz Urbadzcyk, représentant permanent du Saint-Siège à l'OSCE et le père Michel Remery, secrétaire général adjoint du Comité conjoint des Conférences épiscopales d'Europe (CCEE). Tous les États du continent européen sont membres de l'OSCE qui accueille également des pays d'Asie centrale et d'Amérique du Nord.

Dans de nombreux pays de la région, les chrétiens souffrent de voir leurs églises, leurs cimetières et leurs objets sacrés détruits, profanés, souillés ; leur dignité bafouée par des caricatures et oeuvres d'art blessantes, par des violences verbales ou physiques répétées « le plus souvent passées sous silence » ou resservies pour les « ridiculiser » ou les « diffamer ». Quatre ans après une première conférence internationale du même genre à Rome, rien n'a changé, « tous ces actes n'ont pas diminué », s'est inquiété le Saint-Siège qui a appelé les pays de la région à « intervenir sérieusement contre de tels crimes et protéger les chrétiens sur leur propre sol ».

L'immobilisme de la Cour européenne des droits de l'homme et de certains États

Le sociologue italien Massimo Introvigne, représentant auprès de l'OSCE pour la lutte contre le racisme, la xénophobie et l'intolérance religieuse, a ouvert les réflexions de cette année en déplorant effectivement l'immobilisme de certains États ou gouvernements face à de tels actes, rappelant que « de l'intolérance à la discrimination, et de la discrimination au crime de haine », il n'y a qu'un pas !

La Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) de Strasbourg n'a pas échappé aux critiques du sociologue qui lui reproche de « protéger les droits des chrétiens mais de considérer la liberté religieuse comme moins importante que les autres droits ». À titre d'exemple : le refus d'accorder aux fonctionnaires

municipaux chrétiens, le droit à l'objection de conscience et de ne pas célébrer les unions entre personnes de même sexe. Et, dans la plupart des pays de la zone OSCE, reconnaître aux médecins chrétiens le droit à l'objection de conscience pour l'avortement, mais pas aux pharmaciens chrétiens concernant la pilule contraceptive.

Au-delà de la nécessité de renforcer tous les moyens techniques, toutes les mesures judiciaires pour combattre ces crimes de haine et d'intolérance, le sociologue encourage les pays de l'OSCE à un « dialogue entre foi et raison, entre les différentes religions, entre les croyants et non-croyants », qui sont selon lui « une des clés pour les prévenir et les réprimer » de façon efficace.

« Il faut que la liberté religieuse ne soit pas considérée comme le parent pauvre de tous les autres droits mais une pierre milliaire sur laquelle bâtir tant d'autres libertés », a-t-il commenté dans un entretien à Radio Vatican. L'heure est grave, le moment est venu « de s'asseoir à une table - croyants de différentes religions et non-croyants - et d'établir les règles du jeu ».

Source

[discrimination des chrétiens en Europe](#)